

Opinion

George Soros

Président du Soros Fund Management, ainsi que des Open Society Foundations

■ **Avançant à l'aveugle, l'Europe est en passe de tomber dans l'oubli. Les Européens doivent se réveiller avant qu'il soit trop tard. À défaut, l'Union européenne connaîtra le sort de l'Union soviétique.**

L'Europe doit absolument se réveiller

Ni nos dirigeants, ni les citoyens ordinaires ne semblent réaliser combien nous vivons une période révolutionnaire, aux retombées potentielles multiples, et combien l'issue finale est par conséquent hautement incertaine.

La plupart d'entre nous présumons que l'avenir ressemblera plus ou moins au présent. Or, ce ne sera pas nécessairement le cas. Au cours d'une existence longue et riche en événements, j'ai été le témoin de nombreuses périodes marquées par ce que j'appelle le déséquilibre majeur.

Le prochain point d'inflexion résidera dans les élections au Parlement européen de mai 2019. Il faut malheureusement s'attendre à ce que les forces anti-européennes bénéficient d'un avantage comparatif dans les urnes. Parmi les raisons qui l'expliquent, interviennent l'obsolescence du système des partis qui prévaut dans la plupart des pays européens, l'impossibilité pratique d'un changement de traité, ainsi que le man-

que d'outils juridiques permettant de discipliner ceux des États membres qui enfreignent les principes sur lesquelles l'Union européenne a été fondée.

Dépassé, le système des partis entrave ceux qui souhaitent préserver les valeurs fondatrices de l'UE, tandis qu'il favorise ceux qui souhaitent remplacer ces valeurs par quelque chose de radicalement différent. Ceci se vérifie au niveau des États dans leur individualité, et encore davantage dans les alliances transeuropéennes.

Le cas de l'Allemagne

Le pays dominant de l'UE n'est autre que l'Allemagne, gouvernée par une coalition politique – réunissant Union chrétienne-démocrate (CDU) et Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU) – qui n'est désormais plus viable. Cette alliance fonctionnait tant qu'il n'existait aucun parti important en Bavière situé à droite de la CSU. Ceci a changé avec la montée en puissance du parti extrémiste *Alternative für Deutschland* (AfD). À

l'issue des dernières élections de septembre dans les Länders, la

CSU a enregistré son pire score en plus de soixante ans, tandis que l'AfD est entré pour la première fois au Parlement de Bavière.

L'ascension de l'AfD a supprimé toute raison d'être de l'alliance CDU-CSU. Or, cette coalition ne peut être rompue sans le déclenchement de nouvelles élections, que ne peuvent se permettre ni l'Allemagne, ni l'Europe. Ainsi, l'actuelle coalition au pouvoir ne peut se montrer aussi ouvertement pro-européenne qu'elle le ferait si l'AfD ne menaçait pas son flanc droit.

La situation est toutefois loin d'être désespérée. Les Écologistes allemands se démarquent comme le seul parti constamment pro-européen du pays, et ils continuent de progresser dans les sondages d'opinion, tandis que l'AfD semble avoir atteint son pic (excepté dans l'ancienne Alle-

magne de l'Est). Les électeurs de la coalition CDU/CSU sont néanmoins représentés aujourd'hui par un parti à l'engagement ambivalent autour des valeurs européennes.

Le Royaume-Uni

Au Royaume-Uni également, un système des partis obsolète empêche la volonté populaire de s'exprimer pleinement. Travaillistes et conservateurs sont divisés en interne, mais leurs dirigeants respectifs, Jeremy Corbyn et Theresa May, se montrent si déterminés à faire aboutir le Brexit qu'ils ont consenti à coopérer pour y parvenir.

Le rapprochement entre Corbyn et May suscite néanmoins une opposition au sein des deux partis, qui dans le cas des travaillistes frôle l'insurrection. Le lendemain de la rencontre entre Corbyn et May, la Première ministre a annoncé un programme d'aide aux circonscriptions travaillistes pro-Brexit appauvries du nord de l'Angleterre. Corbyn est désormais accusé d'avoir trahi la promesse qu'il avait formulée lors de la conférence du Parti travailliste de septembre 2018, consistant à soutenir un second référendum sur le Brexit en cas d'impossibilité d'organiser une élection.

Il en va de même pour l'Italie

L'Italie connaît une difficile

situation comparable. L'UE a commis une erreur fatale en 2017, en exécutant strictement l'Accord de Dublin, qui pèse d'un poids injuste sur des pays comme l'Italie, où pénètrent dans un premier temps les migrants pour entrer dans

l'UE. Ceci a poussé en 2018 un électorat à dominante pro-européenne et pro-immigration dans les bras de la Ligue du Nord et du Mouvement 5 étoiles, partis opposés à l'Europe. Auparavant dominant, le Parti démocrate se retrouve dans le désarroi. Résultat, une part significative de l'électorat, qui demeure favorable à l'Europe, ne dispose d'aucun parti pour lequel voter. Une tentative est néanmoins en cours pour l'organisation d'une liste pro-européenne unie. Une réorganisation similaire du système des partis s'opère actuellement en France, en Pologne, en Suède, et probablement ailleurs.

Des intérêts personnels

S'agissant des coalitions transeuropéennes, la situation est encore plus difficile. Tandis que les partis nationaux possèdent au moins certaines racines du passé, les alliances transeuropéennes sont entièrement dictées par les intérêts personnels des dirigeants de parti. Le Parti populaire européen (PPE) se révèle à cet égard le plus critiquable. Le PPE est pour l'essentiel dépourvu de

principes, comme l'illustre sa volonté d'autoriser qu'en demeure membre le parti Fidesz du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, afin de préserver sa majorité et son contrôle sur la répartition des meilleurs postes dans l'UE. Les forces anti-européennes apparaîtraient presque louables en comparaison : elles au moins ont certains principes, malgré des conceptions odieuses.

Il demeure possible d'appeler à la préservation de l'UE, pour mieux la réinventer en profondeur. Ceci exigerait toutefois un changement de mentalité dans l'UE. Le leadership actuel rappelle en effet le politburo au moment de l'effondrement de l'Union soviétique – continuant d'émettre des oukases, comme s'ils avaient encore une signification.

La première étape dans la défense de l'Europe face à ses ennemis, intérieurs et extérieurs, exige de reconnaître l'ampleur de la menace qu'ils représentent. La seconde consiste à réveiller la majorité pro-européenne dormante, ainsi qu'à la mobiliser pour défendre les valeurs fondatrices de l'UE. Sans quoi le rêve d'une Europe unie pourrait devenir le cauchemar du XXI^e siècle.

→ Traduit de l'anglais par Martin Morel.

→ Chapeau et intertitres sont de la rédaction.